

# Défense : anti-terrorisme et remontée en puissance



Le dispositif « Barkhane » au Sahel se transforme avec l'augmentation des effectifs de la force « Takuba ». La loi de programmation militaire et la remontée en puissance des armées vont de pair.

La ministre des Armées, Florence Parly, l'a expliqué lors d'une rencontre organisée, le 2 juillet 2021 à Paris, par l'Association des journalistes de défense.

« **Barkhane** » et « **Takuba** ». Le même jour, la France a annoncé la reprise des opérations militaires conjointes et les missions de conseil auprès des forces armées maliennes, suspendues le 3 juin. Cela fait suite aux engagements pris par les autorités maliennes de transition, endossés par la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) au sommet du 19 juin à Accra (Ghana). Depuis un an, les opérations en cours ont très fortement affaibli l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), qui s'en prend aux populations civiles, souligne Florence Parly. Ainsi l'opération « Solstice » s'est déroulée du 6 au 20 juin entre Ouallam (Niger) et Ménaka (Mali) pour traquer les groupes armés

terroristes. Elle a été conduite par les forces Barkhane et Takuba (300 militaires français et européens) et les forces armées nigériennes (800) avec l'appui d'avions de chasse Mirage 2000, d'hélicoptères d'attaque Tigre et de drones armés Reaper. Ont été saisis : 13 motos ; près de 30 armes légères d'infanterie ; environ 50 appareils de communication ; du matériel servant à la fabrication d'engins explosifs. Six djihadistes, dont un recruteur actif dans la nébuleuse touareg, ont été neutralisés. Deux lieutenants de l'émir de l'EIGS, susceptibles de fournir des renseignements, ont été capturés : Katab el Mauritani et Abou Dardar, auteur suspecté de mutilations. D'une façon générale, les Etats-Unis coopèrent avec Barkhane pour la surveillance de zone, la logistique opérationnelle et le ravitaillement en vol. Même si des actes terroristes ne se produisent plus sur le territoire national, indique la ministre des Armées, les organisations affiliées à Al Qaïda ou Daech étendent leur influence vers le Sud et le golfe de Guinée. Il s'agit d'empêcher que le Sahel et l'Afrique ne deviennent leur zone refuge pour attaquer le flanc Sud de l'Europe. La force d'intervention Takuba associe des forces spéciales européennes pour des missions de conseil, d'assistance et d'accompagnement au combat des forces maliennes avec l'appui de moyens aériens et de l'artillerie. Après l'Estonie, la République tchèque, la Suède, le Portugal, les Pays-Bas et la Belgique, l'Italie, la Roumanie et le Danemark vont envoyer des militaires renforcer Takuba. D'autres discussions sur des contributions supplémentaires sont en cours au niveau politique. A terme, il s'agit de rétablir les services publics au Mali (police, justice et éducation).

**Maintenir la LPM.** La ministre des Armées entend veiller à ce que la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 soit respectée malgré la crise sanitaire. La construction d'un bateau hydro-océanographique sera décalée d'un an, mais une 3ème frégate de défense et d'intervention a été commandée, en vue d'une livraison anticipée à la Marine et d'assurer une continuité dans le plan de charge de Naval Group. Le nouveau chef d'Etat-major des armées, le général Thierry Burkhard, en fonctions courant juillet, a été nommé pour quatre ans, soit jusqu'à la fin de la LPM, pour en maintenir la continuité de pilotage après les élections, présidentielle et législatives, de 2022. Il doit aussi réaliser la remontée en puissance des armées sur une durée suffisante et les préparer à des combats de plus haute intensité.

## **Loïc Salmon**

Afrique : l'opération « Barkhane », créer de l'incertitude chez l'adversaire

Afrique : les risques de déstabilisation et de terrorisme

Défense : vers 2 % du Produit intérieur brut à l'horizon 2025